

■ ALLEMAGNE

Négligés : la pauvreté et l'environnement



Le changement de gouvernement survenu à la suite des élections de 2009 n'a pas encore agi au bénéfice des pauvres et des autres victimes de la crise financière. On ne détecte aucun changement de stratégie dans le marché du travail ni au niveau des politiques sociales, et l'appauvrissement de larges secteurs de la société se poursuit. D'autre part, les questions environnementales ont joué un rôle très secondaire dans la réponse du Gouvernement à la crise. Selon le Fonds mondial pour la nature, seulement 6 des 32 mesures de relance économique ont eu un impact positif sur l'environnement, et à peine 13 % d'entre elles peuvent être considérées durables.

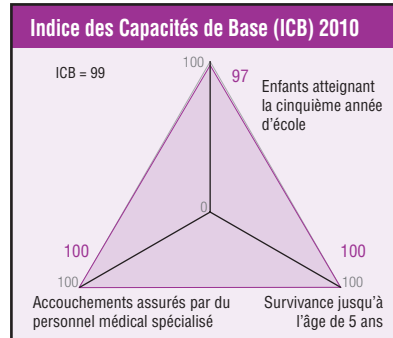
Social Watch Allemagne
Uwe Kerkow

Malgré les mesures de soutien du Gouvernement de EUR 480 milliards pour les banques et pour l'industrie et les mesures de relance économique de EUR 107 milliards, la crise financière a nettement imprimé sa marque dans l'économie allemande. Il est vrai qu'il y a eu moins de licenciements qu'on ne le craignait, mais ceux qui ont aujourd'hui un emploi doivent se débrouiller avec moins d'argent. En 2009, pour la première fois en plus de 60 ans d'histoire de la République Fédérale, les employés ont dû accepter une réduction de 0,4 % sur leurs salaires et sur les salaires bruts journaliers réels (environ EUR 100)¹. Cette baisse des revenus par habitant est due principalement à la prolifération du travail à mi-temps et à la réduction des heures supplémentaires. Le secteur manufacturier a été tout particulièrement touché, avec une baisse des revenus par habitant de 3,6 % (même si une augmentation de 4,4 % a été observée sur la base des salaires horaires).

Dégradation progressive des conditions sociales

Près de 6,5 millions de personnes – plus d'un employé sur cinq – travaillent pour des tarifs horaires qui se situent en dessous du salaire minimum, d'après le rapport de l'Institut pour le travail, la qualification et la formation de l'Université de Duisburg-Essen². Le pourcentage d'employés ayant une formation professionnelle et qui se retrouvent dans l'obligation de travailler dans le secteur des bas salaires a aussi considérablement augmenté. Les travailleurs réellement non qualifiés représentent seulement 20 % environ de ce secteur.

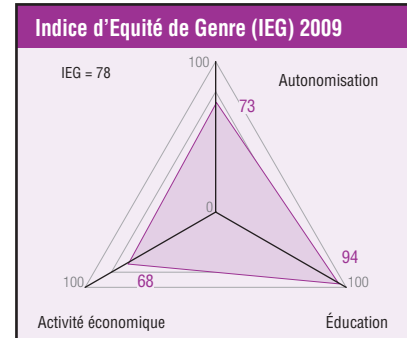
L'aggravement des conditions touche tous les groupes défavorisés de la société : au milieu de l'année 2009, le nombre de bénéficiaires de l'aide offerte par la fédération des banques alimentaires Tafel est monté pour la première à plus d'un million³. Les initiatives d'aide sociale de Tafel sont mises en place dans la plupart des villes allemandes, et reçoivent des dons d'aliments du secteur commercial et, grâce au soutien d'environ 40 000 bénévoles, elle distribue des aliments de base aux



personnes qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins quotidiens. Le président de la fédération Deutsche Bundesverband, Tafel e.V., Gerd Häuser, a prié instamment le Gouvernement de nommer un Commissaire à la Lutte contre la pauvreté, « doté de larges pouvoirs pour coordonner les activités des quatre ministères fédéraux⁴ responsables de la réduction de la pauvreté, et pour servir de point de contact aux organisations privées telles que les initiatives de Tafel ou les associations de bien-être social⁵ ».

L'environnement considéré sous un angle nominal

Les questions relatives à l'environnement n'ont joué qu'un rôle secondaire dans la réponse du Gouvernement à la crise financière. En revanche, les mesures de relance économique ont été orientées en grande partie vers le développement du transport privé. La mesure baptisée « prime à la casse » (cash for clunkers) est particulièrement polémique. Elle consistait en un paiement unique de EUR 2.500 EUR versé par l'État aux propriétaires de vieilles voitures pour qu'ils achètent des véhicules neufs et qu'ils emmènent le vieux à la casse. Le Verkehrsclub Deutschland (Club de transport allemand – VCD) a critiqué le concept, argumentant qu'on aurait pu faire bien plus pour protéger la nature si l'indemnisation s'était basée sur des critères environnementaux ou si les fonds avaient été investis dans des moyens alternatifs de transport. Qui plus est, selon l'opinion du VCD, promouvoir le transport public et moderniser la technologie environnementale aurait pu avoir une plus



grande répercussion en termes de création d'emploi et d'amélioration du bilan général de l'environnement⁶.

Une analyse complète des impacts environnementaux des mesures de relance économique, présentée par le Fonds mondial pour la nature, juge que seuls 6 des 32 mesures ont eu des effets bénéfiques. En termes des ressources financières mobilisées, à peine 13 % des mesures peuvent être considérées durables.

Le seul sujet à avoir eu une transcendance directe vis-à-vis de l'environnement, selon le rapport, c'est l'investissement en améliorations énergétiques dans le secteur du logement. Il n'y avait aucune trace « des propositions innovatrices en vue de la réduction de la circulation et de la promotion de produits efficaces dans l'utilisation de l'énergie et des méthodes de production efficaces dans l'utilisation des ressources ». En réalité, 8 % des mesures de relance se sont avérées nuisibles à l'environnement, et les aspects environnementaux sont à peine intervenus dans les critères régissant l'affectation des fonds⁷.

Une politique de développement confuse et contradictoire

L'Allemagne ne pourra probablement pas atteindre, loin s'en faut, l'objectif intermédiaire concernant l'augmentation en 2010 de son Aide publique au développement (APD) à 0,51 % du Produit national brut (PNB). Fin 2009, le nouveau ministre fédéral du Développement, Dirk Niebel, a commenté lors d'une interview : « Le plan d'action évolutif de l'UE est une déclaration d'intention, pas une obligation en vertu du droit international. Avec une

1 Office Fédéral de la Statistique, «Évolution des revenus pendant la crise économique de 2009», Communiqué de presse No. 117, 25 mars 2010.

2 Institut Arbeit und Qualifikation, «IAQ-Report 2009-05», Juillet 2009.

3 ARD, «Zahl der Tafel-Empfänger auf eine Million gewachsen», 12 juin 2009. Disponible sur : <www.tagesschau.de/inland/tafel1106.html>.

4 Ministère fédéral du Travail et des affaires sociales ; ministère fédéral de la Famille, des personnes âgées, de la femme et de la jeunesse ; ministère fédéral de la Santé ; et ministère fédéral des Finances.

5 ARD, 12 juin 2009, *ibid*.

6 VCD, information sur les antécédents. Disponible sur : <www.vcd.org/konjunkturpaket_ii.html>.

7 Von Sebastian Schmidt, Florian Prange, Kai Schlegelmilch, Jacqueline Cottrell and Anselm Görres, «Sind die deutschen Konjunkturpakete nachhaltig? Étude réalisée à la demande du WWF (Budget Vert Allemagne, 12 juin 2009).

